



## Conférence de presse du lundi 15 décembre 2008

### Une crise qui tue l'emploi

41 300 chômeurs de plus au mois d'août et 56 900 chômeurs de plus au mois d'octobre soit la plus forte hausse depuis 15 ans.

La FGTE-CFDT entend exercer son droit d'alerte : pour les salariés, la crise n'est pas un mauvais moment à passer. Dans les transports, elle se traduit par une baisse de l'activité dans le maritime, le fret SNCF, l'aérien, la route. Des milliers d'emplois sont menacés. Les faillites d'entreprises ont augmenté de 82% sur les 9 premiers mois de l'année et devraient concerner 2000 à 2500 entreprises d'ici la fin de l'année.

- A la route, suppression des contrats à durée déterminé et intérimaire ; licenciements et mise<sup>1</sup> en chômage partiel (Norbert DANTRESANGLE : 450 emplois ; STLR ROGES : 254 emplois ; Transexpress : 58 emplois ; SERTA : 250 emplois ; Les entreprises TRIAL, COSEVALLON, GEFCO : réduction d'heures et chômage partiel ; GEODIS : licenciement des intérimaires et chômage partiel.....)
- A Air France : moins 1787 postes.
- A la SNCF : plusieurs milliers de suppressions de postes.
- Au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire : 1400 postes vont être supprimés

Le Président de la République fustige la dérive des marchés financier, dénonce la dérégulation du capitalisme financier, veut faire payer les responsables, mais il confirme la politique antisociale sur laquelle ce même capitalisme a prospéré.

**Plan de sauvetage des banques** : 360 milliards d'€ assorti d'aucune proposition de régulation, et sans exiger aucun droit dans le fonctionnement des banques.

**Plan pour l'emploi** : contrairement au plan de sauvetage des banques, il ne fait l'objet d'aucun chiffrage en euros

**Plan de relance** : tout pour l'investissement et le soutien au entreprises, rien ou si peu pour les ménages.

**La FGTE-CFDT revendique une redistribution des richesses plus équitable : pour travailler tous, des aides à la RTT, pas aux heures supplémentaires, un soutien à la création d'emploi et au pouvoir d'achat, pas des exonérations fiscales sans contreparties, un Pacte social européen et non une intensification de la concurrence. Il faut revenir sur la loi TEPA, investir massivement dans le logement social et les infrastructures de transport et mobiliser tous les instruments aux mains de l'Etat (TVA, tarifs réglementés, fonds publics), les salariés n'accepteront pas de payer la facture laissée par un capitalisme débridé.**

**André MILAN, Secrétaire général de la FGTE-CFDT : 06 86 58 66 10**

Ci-joint : 3 fiches